

17 septembre 1994
Journée de la contribution
"Un projet de gauche pour la France"

Intervention de Pierre Mauroy

Au moment de conclure, permettez-moi d'abord de remercier, en votre nom à tous, René Rouquet, Patrick Sève et tous ceux qui ont pris une part active à l'organisation de cette journée et qui ont contribué à en faire ce qu'elle a été, c'est-à-dire une belle journée.

Je voudrais aussi saluer chacune et chacun d'entre vous. Vous êtes des militants. Vous êtes des militants politiques. Vous êtes des militants socialistes. Ces engagements là sont souvent décriés. Eh bien, soyez-en fiers car, en dépit des difficultés ou des doutes d'un moment, rien ne vaut que ces engagements là ! Je voudrais saluer particulièrement celles et ceux avec qui, depuis plusieurs semaines, nous nous réunissons pour rédiger ensemble cette contribution et préparer le congrès de Liévin. Je voudrais vous saluer dans votre diversité et saluer enfin deux camarades qui ne sont pas parmi nous aujourd'hui.

A Michel Rocard, qui a choisi de ne pas s'engager personnellement dans ce congrès, il est inutile de dire combien il a déjà apporté non seulement à la gauche mais aussi au pays (son action pour la Nouvelle Calédonie, le R.M.I. qui est une aide sociale capitale pour lutter contre l'exclusion et favoriser l'intégration). Ce que je veux lui dire en tout cas, c'est combien je suis convaincu que nous nous retrouverons demain, pour que la gauche gagne en France. Et je veux surtout, parce que la politique n'est pas, pour nous, qu'un combat, lui adresser, avec vous tous, une pensée sincère et amicale.

A Lionel Jospin, qui a choisi de rédiger seul sa contribution, je veux dire que nous avons tous reconnu sa rigueur d'analyse, sa force de conviction, son éthique politique. Bref, ce qui fait sa marque et qui restera sa trace. Ce style et cette exigence ont constitué, hier, le ciment de nos engagements communs. Ils formeront, j'en suis persuadé, le ferment de nos combats futurs. A lui aussi je veux dire mon amitié, et notre amitié fidèle.

Mes Chers Camarades, la plupart d'entre nous ont appartenu, parfois depuis longtemps, à l'un des anciens courants du parti. Et nous sommes ici rassemblés, ensemble, pour la première fois dans notre diversité. Nous critiquons, avec bien d'autres contributions d'ailleurs, les dérives du fonctionnement du parti socialiste et nous proposons, à la différence de beaucoup d'autres, de le transformer.

Aussi, disons-le clairement d'emblée : nous ne constituons pas aujourd'hui un nouveau courant, un courant de plus dans un parti qui en compte déjà trop. Mais disons-le également : nous n'opérons pas non plus un regroupement tactique de plus dans un parti qui en a déjà connu bien trop. Non ! Nous sommes ensemble parce que nous avons des idées communes à défendre aujourd'hui et - c'est davantage qu'un vœu, c'est déjà un espoir ! - parce que nous aurons encore des idées à défendre ensemble demain et nous l'espérons avec d'autres.

C'est un rassemblement d'un nouveau type que nous devons imaginer, un rassemblement convivial et fraternel, qui respecte les militants, qui stimule le débat et qui fait primer l'intérêt collectif du parti. C'est à dire, en définitive, un rassemblement "post-courant". Ce rassemblement a vocation à durer. La rédaction de notre contribution l'a déjà montré : nous avons une vision de la politique, une conception du parti et un patrimoine idéologique qui nous sont largement communs.

Mais revenons au présent ! C'est à dire à notre congrès, aux élections qui lui succéderont et donc, n'en doutez pas, à l'avenir de notre parti pour de très longues années. Car si nous sommes rassemblés, ici, aujourd'hui, c'est aussi parce que nous voulons dire avec force ce que nous ne voulons pas, ce que nous ne voulons plus et ce que nous voulons.

Ce que nous ne voulons plus.

Le parti socialiste doit éviter de s'enfermer à nouveau dans les faux débats et les mauvais procès.

Les affrontements de personnes et les conflits de pouvoirs qui ont fait tant de mal à notre parti, nous n'en voulons plus ! Depuis que nous avons porté à trois ans le délai entre deux congrès, nous en tenons un tous les neuf mois. Depuis plusieurs années, la durée d'exercice de chaque Premier secrétaire paraît devoir être moitié moindre que celle du Premier secrétaire qui lui a précédé. Cela suffit ! Sauf à sombrer, il est temps de mettre un terme à ces dérèglements et il est de notre responsabilité collective de le dire et de le faire.

Nous ne voulons pas non plus de ce débat stupide que quelques uns voudraient lancer sur notre bilan. Car nos idées collectives, c'est notre bilan et nos contributions. Au Conseil du 19 Juin nous n'avons pas eu de débat politique ! Depuis plus de vingt ans, nous servons tous ensemble le socialisme, aux côtés de François Mitterrand, dans les périodes exaltantes de la reconstruction du parti comme dans les périodes exigeantes de l'exercice du pouvoir. Nous avons été, tous ensemble, ceux qui sont ici et ceux qui ne le sont pas, au gouvernement et à la direction du parti. Nous y étions, tous ensemble toujours, il y a quelques mois seulement derrière Michel Rocard. Et il n'y a pas ceux qui ont des responsabilités et ceux qui en sont exempts. Et, tout d'un coup, il y aurait un océan infranchissable entre nous ! Il y aurait deux lignes ! Il y aurait la droite et la gauche ! Balivernes que tout cela !

Pour ma part, je dis à ceux qui auraient l'intention de prendre sur sa gauche celui qui a été le premier Premier ministre de François Mitterrand, le Premier ministre de l'union de la gauche, le Premier ministre des réformes de 1981 et des choix décisifs, avec Jacques Delors, de 1983, que je les attends de pied ferme ! Et j'ajoute pour ceux qui voudraient opposer le premier et le second septennat, qu'il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que la situation de 1988 n'était pas celle de 1981, que la Lettre à tous les Français n'était pas les 110 propositions, qu'une majorité relative n'est pas une majorité absolue et que cette situation nous l'avons souhaitée et soutenue tous ensemble ! Bref, que notre bilan, nous devons l'assumer collectivement, avec les ombres certes mais surtout avec ses lumières car nous pouvons défendre sans rougir les réformes que nous avons faites ! Avoir réalisé 95 des 110 propositions de 1981 restera ma plus grande fierté.

Nous ne voulons pas, enfin, d'un faux débat sur François Mitterrand ni sur le mitterrandisme. Je ne reviens pas sur les débats de ces derniers jours. Ils nous ont fait mal. Chacun reste désormais avec ses convictions. En revanche, j'ai dit que je ne confondais pas socialisme et mitterrandisme et, certains n'ayant pas compris ou n'ayant pas voulu comprendre, je souhaite y revenir.

Le socialisme est né, au siècle dernier, avec la question sociale et au milieu d'une misère indicible. Le social a toujours été la revendication première des socialistes. De 1936 à 1944 en passant par 1981, il est resté la justification de notre existence. Il le restera et le socialisme traversera le siècle prochain. Depuis Guesde, depuis Jaurès, depuis Blum, le socialisme s'est toujours identifié à ses grands leaders. Mais il ne s'est jamais confondu avec eux, précisément parce qu'il a vocation à surmonter l'épreuve du temps.

Rien de cela ne m'empêche de dire ma fidélité à la personne du Président, un ami à toute épreuve, sincère et loyal, mon attachement à la stratégie de rassemblement née à Epinay et ma fierté de ce que nous avons fait à ses côtés, les uns et les autres, au gouvernement. Mais tout cela m'autorise à dire, comme François Mitterrand l'a d'ailleurs fait lui-même, qu'il ne faut pas confondre socialisme et mitterrandisme. J'espère que nul, là non plus, ne prendra le risque d'ouvrir un débat qui n'a pas lieu d'être.

Voilà ce que nous ne voulons pas ! Mais il faut aller plus loin et dire clairement ce que nous voulons.

Ce que nous voulons.

D'abord, et Henri Emmanuelli a parfaitement raison sur ce point, un parti qui s'oppose. Non pas seulement par principe, parce que nous sommes dans l'opposition. Mais par nécessité, parce qu'il n'y a guère de raison de soutenir ce gouvernement et qu'il y en a même de nombreuses de le combattre. Car sur les acquis sociaux, Monsieur Balladur ne tire pas avec des balles à blanc !

Ce seul sujet mériterait à lui seul plusieurs journées comme celle d'aujourd'hui et nous ne parviendrions pas encore à l'épuiser pour autant. Aussi, vous m'excuserez de ne prendre que quelques exemples !

Le Premier ministre nous annonce la mobilisation de tous pour réduire le chômage d'un million. Sans doute est-il nécessaire de se fixer de grands objectifs et celui-ci en est-il un, même si les syndicats ont raison de refuser que l'on accepte implicitement plus de deux millions de chômeurs. Mais aussi faut-il remarquer qu'une fois de plus, Edouard Balladur promet pour plus tard. Il avait annoncé dans son discours d'investiture une stabilisation du chômage pour la fin 1993. L'objectif a été repoussé pour la fin 1994. Il est maintenant renvoyé à un horizon indéfini.

Il faut surtout souligner que, depuis un an, nous n'avons pas assisté à une diminution de cent cinquante mille chômeurs - qui correspondrait à l'objectif annuel fixé par le Premier ministre - mais à une augmentation de trois cent cinquante mille et que, même si l'on prend en compte seulement le rythme de création d'emplois de ces derniers mois, il ne faudrait pas moins de cinquante ans pour réduire d'un million le nombre de chômeurs.

Chacun le sait : les mesures préconisées ne sont aucunement à la hauteur de l'objectif affiché et cet objectif ne sera pas atteint. Aussi, je voudrai poser une seule question à Monsieur Balladur qui parle de croissance et qui a raison. Allez-vous enfin vous décider à soutenir en France la consommation ? Allez-vous enfin accepter le plan de relance au niveau européen que Jacques Delors vient à nouveau de proposer ? Nous vous posons la question, en vous demandant de le faire mais en craignant qu'une nouvelle fois, rien ne soit fait de significatif.

L'heure est à l'imagination et à l'audace car le chômage est à la racine de bien des maux de notre société mais aussi car sa résorption réclame une véritable révolution culturelle. Mais face à ce défi, la droite ressort les mêmes recettes, et de M. Barre on a retenu une formule surprenante : "l'excès de sensiblerie sociale". Elle a fait mouche. Mais, permettez-moi de le dire, elle a surtout fait mal à ceux qui n'ont rien. Et l'absence de sensibilité sociale nous ramènerait purement et simplement au siècle précédent alors que la solidarité sera l'une des conditions majeures de la réussite dans le monde de demain.

Car, mes amis, nous devons nous inscrire résolument dans notre temps. Toutes les contributions l'ont souligné : la plus grande mutation de cette décennie aura été la mondialisation de l'économie. Il ne s'agit pas de le constater pour se défausser, se lamenter ou se replier. Non ! Au contraire ! Il faut en tirer les conséquences pour notre pays : la France - et l'Europe - ne gagneront que pour autant qu'elles seront capables de posséder toujours une longueur d'avance.

La recherche, l'éducation, la formation tout au long de la vie constituent dès lors les clés de la réussite et un projet global sur l'organisation du temps dans notre société le défi des décennies qui viennent.

Dès lors aussi, il faut aussi poser autrement la question de nos relations avec les pays en développement si nous voulons un socialisme adapté au XXIème siècle. Les aides publiques, nous le savons bien, ne sont qu'un pis aller, humiliant et insuffisant.

Ce que nous disent les pays en développement - je les entends à l'Internationale socialiste -, c'est qu'ils veulent commercer avec nous pour se développer par eux-mêmes. Prenons, bien évidemment, les précautions et les incitations qui s'imposent pour que le dumping social ne devienne pas la loi du monde. Mais sachons en tous cas que telle est la voie à suivre même si elle réclame, là encore, du courage et de l'audace.

Les questions que notre congrès devrait poser sont celles-là. Elles dessinent les contours de cette gauche crédible que nous défendons.

Notre parti doit aller clairement à gauche, et, tout aussi clairement, affirmer sa vocation à exercer le pouvoir. L'alternance suppose une alternative. Mais cette alternative doit rester crédible, sauf à rendre impossible l'alternance elle-même, ce qui n'est, j'en suis sûr, la volonté de personne ! Cette crédibilité, nous ne l'avons pas encore retrouvée aujourd'hui, reconnaissons-le. Elle dépendra de notre conviction dans l'opposition au gouvernement, de l'imagination de nos propositions et, également, de notre capacité à montrer aux socialistes qui nous ont quittés que nous avons changé.

Il faut pour cela un parti profondément rénové. Chacun a souligné combien nos courants avaient longtemps fait notre force avant de devenir une cruelle faiblesse, dérivant en des courants de pouvoir, en des clans rivaux sans autre objet que leur rivalité.

De cela, nous n'en voulons plus ! Les militants l'ont déjà dit et redit. Il n'est que temps de le faire et donc de changer profondément nos modes de fonctionnement. La cooptation s'accommode mal avec la démocratie. Elle est même la marque d'un fonctionnement dépassé et le symbole d'une oligarchie que les militants ne supportent plus. Il faut désormais permettre à chaque militant de choisir vraiment, à tous les niveaux, les candidats aux élections et les responsables du parti.

Mais il y a davantage encore car cela n'est qu'un préalable. Il nous faut changer de comportements. Les péripéties de ces dernières années à la tête du parti traduisent à la fois notre fragilité et l'irruption de méthodes bien éloignées du socialisme que nous souhaitons tous dans nos textes.

Alors, n'en rajoutons pas encore aujourd'hui ! Vous avez lu comme moi que la "Gauche socialiste" négociait le ralliement d'un courant de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Eh bien, je le dis avec force : il n'est pas conforme à notre tradition que ces négociations aient lieu avec un courant et non avec notre direction. Et il est plus inacceptable encore qu'une correspondance avec la IVème Internationale soit revendiquée par des candidats à l'adhésion de notre parti, qui est héritier et membre de la IIème Internationale. La double appartenance n'est sûrement pas la voie de la rénovation !

Nous voulons enfin, et j'en terminerai par là, une gauche qui gagne. Nous avons remporté une manche à la fin des années 80. Nous avons perdu la revanche en 1992 et 1993. Nous allons jouer dans quelques mois la belle. Et tout sera décidé pour de bien longues années. Pour sept ans avec l'élection présidentielle. Pour six ans avec les élections municipales. Pour cinq ans avec, peut-être, des élections législatives anticipées. En d'autres termes, mes Camarades, tout - oui, tout - va se jouer en moins de deux mois et notre avenir dépendra pour longtemps des résultats de ces combats et, au premier chef, de l'élection présidentielle.

Or, cette élection, nous pouvons encore la gagner. La droite va se déchirer et se radicaliser. Or, nos valeurs sont celles auxquelles les Français aspirent. Et nous avons dans nos rangs un homme dont chacun reconnaît la capacité à exercer la plus haute charge de l'Etat. Oui, nous pouvons gagner, à condition déjà d'en avoir envie et de ne pas multiplier les difficultés.

Et pourtant, depuis quelques semaines, certains tapent sur les doigts du candidat désiré en s'étonnant qu'il répugne à saisir la main qui lui est tendue. Cette scène étrange, d'appel et de défiance à la fois, doit prendre fin rapidement et je souhaite que notre congrès marque clairement sa volonté de gagner. Ce qui se prépare dès le premier octobre par le rassemblement. Tel est le devoir du Premier secrétaire.

Un parti qui s'oppose, un parti inscrit dans son temps, un parti profondément rénové, un parti qui veut gagner, voilà, à grands traits, ce que nous voulons. Y a-t-il lieu, pour défendre ces idées, de déposer une motion ? La réponse ne dépend pas que de nous.

Mais, pour ma part, je le dis clairement, je ne le pense pas dès lors que nous aurons créé les conditions pour que nos idées soient prises en compte. Des débats existent sûrement. Des divergences peut-être aussi. Mais définir, aujourd'hui, deux lignes politiques, non ! Et à ceux qui en auraient la tentation, je dis et je répète encore ceci : le calendrier politique est là qui nous impose des devoirs et d'abord et avant tout, celui de se rassembler pour gagner.

J'ai déjà entendu, avant le congrès de Rennes, que ce n'était pas un drame que de déposer plusieurs motions et que l'on allait débattre tranquillement. Trompe l'oeil ! Ce n'était peut-être pas un drame mais cela a tourné à la tragédie pour notre parti.

J'entends maintenant qu'il serait souhaitable d'avoir une majorité et une minorité. Trompe l'oeil encore ! Ce mode de fonctionnement ne doit pas être la règle d'un grand parti moderne. Il n'est d'ailleurs la règle d'aucun des grands partis de l'Internationale socialiste. Sauf dans des circonstances rares, en cas de divergences graves, ce n'est plus au sein de notre parti que nous devons nous épuiser à chercher l'alternance, c'est dans le pays, entre la gauche et la droite.

Mes Chers camarades, vous l'avez compris : nous sommes ici rassemblés, ce qui donne à chacun droit à la solidarité mais ce qui impose à tous un devoir de responsabilité ; nous voulons une gauche crédible et un parti rénové ; nous voulons nous rassembler pour préparer dans les meilleures conditions les échéances décisives qui s'annoncent. Voilà ce que nous sommes venus dire ici avec force et avec la conviction que tel est l'intérêt du parti.

Nous vivons, en France, des heures difficiles. Mais, vous le savez comme moi, le socialisme, partout dans le monde, remporte des succès et j'adresse tous mes vœux aux sociaux-démocrates suédois qui, j'en suis sûr, remporteront demain les élections législatives. L'Internationale socialiste compte à sa porte plus de cinquante partis, autrefois communistes, révolutionnaires ou radicaux et qui sont devenus sociaux-démocrates. Le schisme de 1917, dans bien des pays, est en train d'être surmonté. Le socialisme n'est pas encore, comme le souhaitait Léon Blum, "maître de l'heure". Mais il dépend de nous, de notre enthousiasme, de notre volonté, de préparer, en France et ailleurs, les succès que nous espérons.